REPUBLIQUE FRANÇAISE | DEPARTEMENT DE L'AUBE

3e circonscription

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958



Bernard LAURENT

Candidat ?

Pourquoi, parmi tant d'autres ?

Parce qu'il y a quelque chose à dire que personne, peut-être, ne vous dira.

Et, demain, un Idéal à défendre, que bien peu défendront.

Bien sûr :

La Paix en Algérie,

Le Redressement des Finances de l'Etat,

La Relance économique, etc...

Cela, tous l'ont au programme, savamment assaisonné de « Liberté » et « Démocratie », même s'ils n'y croient pas.

Statistiques, rendement, plans quinquennaux...

Et l'Homme, Messieurs, y pensez-vous ?

Soumis à l'état marxiste, passé au moule, corps et âme !

Livré à l'argent d'un libéralisme sans frein, outil dont on se sert après l'avoir marchandé et qu'on rejette quand il est usé.

Où est-elle la dignité d'homme libre, faite de devoirs autant que de droits ?

Où est-il le droit à la vie, face à la finance, la machine, les systèmes ?

La Patrie a besoin d'êtres humains libres et responsables, dans une Société chaque jour plus fraternelle, l'Etat se limitant à assurer le bien commun.

Electrices, Electeurs de la troisième circonscription, je crois à cette dignité imprescriptible de la personne humaine, et je veux continuer à y croire malgré tout et poursuivre sa défense comme je l'ai fait depuis toujours, à travers succès et échecs :

Dans la Commune de MARIGNY, dont je suis Maire depuis 11 ans ;

Dans les différentes associations, professionnelles et culturelles, aux travaux desquelles je participe ;

Et, tout simplement, dans les humbles contacts humains de chaque jour.

C'est cette foi, et la volonté de la traduire en actes, que vos suffrages, le 23 novembre, doivent soutenir et rendre efficace.

Pour la Ve République,

Pour la FRANCE,

Pour l'EUROPE de demain,

Et la Paix du monde.

Faute d'avoir réformé à temps des institutions paralysées par des formations politiques spécialistes du déclenchement des crises ministérielles, la France a traversé une crise grave. La guerre civile a été évitée ; dans la légalité, il a été fait appel au Général de GAULLE. Ce dernier a pu ainsi jouer le rôle pour lequel il est irremplaçable : celui d'arbitre.

Le Général de GAULLE a voulu s'appuyer sur une large union. Il a repoussé l'offre des « ultras » d'extrême-droite. Il a voulu s'entourer d'hommes au patriotisme éclairé et qui ont fait leurs preuves dans la conduite des affaires publiques. Le 28 septembre, huit français sur dix l'ont approuvé en disant « OUI » à la nouvelle Constitution.

Cette union des « OUI » doit se traduire demain à l'Assemblée Nationale et au futur Gouvernement, pour faire face aux grandes tâches qui attendent la République Nouvelle.

— **En ALGERIE,** il faut établir une paix Française fondée sur la justice telle que l'a définie le Général de GAULLE, politique basée sur la personnalité algérienne et son indissoluble association avec la métropole.

— **OUTRE-MER,** il s'agit de construire la Communauté des peuples libres, expérience sans précédent dans l'histoire et qu'il faut réussir, car il n'est pas, pour le monde libre, de danger plus redoutable que la mobilisation des jeunes nationalismes africains au service du communisme.

— **En EUROPE,** l'œuvre d'unification doit être continuée et développée. Le Marché Commun, qui entrera en vigueur le 1er janvier prochain, offre à notre agriculture, comme à notre industrie, les meilleures chances de progrès et de développement.

— **Dans le domaine économique et social,** nous refusons le faux dilemme : récession ou inflation. Une politique d'expansion peut être poursuivie dans la stabilité des prix et de la monnaie. Elle est une des conditions du progrès social et familial. Au moment où certaines industries réduisent leurs horaires de travail, où les affaires ralentissent, nous voulons :

— L'application d'une politique économique d'ensemble qui facilite le crédit, favorise les investissements et l'expansion régionale ;
— L'institution du salaire garanti pour les travailleurs privés d'emploi (Fonds de salaire garanti, assurance-chômage) ;
— La revalorisation des allocations familiales et de l'allocation aux vieux ;
— L'assurance d'un meilleur avenir pour les jeunes.

* * *

Parce que vous refusez la dictature communiste et celle des « ultras » d'extrême-droite ;
Parce que vous écartez l'étatisme socialiste et le conservatisme indépendant ;
Parce que vous voulez la liberté et la justice,
Vous voterez pour une République forte au service de la Nation ;
Vous voterez pour une République sociale au service de la Fraternité.
Vous voterez Bernard LAURENT.
Vive DE GAULLE ! Vive la REPUBLIQUE ! Vive la FRANCE !

Bernard LAURENT

Agriculteur,
Maire de Marigny-le-Châtel,
Chevalier du Mérite Agricole
Ex-prisonnier politique. — Evadé.

Suppléant :

Hubert JOHNER

Employé à Gaz de France, Chevalier du Mérite Social
Secrétaire du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales
Membre du Conseil d'Administration des H. L. M., Ex-prisonnier de guerre 1939-1945

GRANDE IMP. DE TROYES

Vu : le Candidat.